Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ville de Desbiens | 93005 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Mathieu Simard, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Desbiens pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature  Date 2026/09/04

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants 1
État consolidé des résultats 6
État consolidé de la situation financière 7
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) 8
État consolidé des flux de trésorerie 9
Notes complémentaires aux états financiers consolidés 10
Renseignements complémentaires consolidés
Informations sectorielles consolidées
Résultats détaillés par organismes 27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes 28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes 29
Situation financière par organismes 30
Charges par objets 31
Excédent (déficit) accumulé 32
Avantages sociaux futurs 36

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés 42
Analyse des charges consolidées 54

Raymond Chabot
Grant Thornton

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil municipal de
la Ville de Desbiens

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Ville de Desbiens (ci-après « la ville»), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La direction de la ville n'a pas procédé à la prise d'inventaire physique des stocks à la fin des exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023 et nous n'avons pas été en mesure de nous assurer des quantités en stock par d'autres moyens. Par conséquent, nous n'avons pas été en mesure d'établir si des ajustements aux états financiers pourraient être nécessaires pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023. Nous avons exprimé une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, en raison des incidences éventuelles de cette limitation de l'étendue des travaux.

De plus, aux 31 décembre 2024 et 2023, la ville n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas

fourni les informations requises sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, comme nous l'avions fait pour les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la ville à cesser ses activités;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.[1]

Ville de Desbiens
Le 4 septembre 2026

[1] CPA auditeur, permis de comptabilité publique nº A125845

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	1 556 970	1 502 352	1 446 996
Compensations tenant lieu de taxes	2	16 576	24 682	22 904
Quotes-parts	3			
Transferts	4	261 371	505 055	451 622
Services rendus	5	52 707	66 462	40 711
Imposition de droits	6	34 350	67 752	37 905
Amendes et pénalités	7	1 000	2 325	5 140
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	20 000	24 609	18 967
Autres revenus	10	159 751	55 617	61 851
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	2 102 725	2 248 854	2 086 096
Charges				
Administration générale	14	424 515	591 791	613 127
Sécurité publique	15	128 174	145 989	124 283
Transport	16	469 872	456 078	535 669
Hygiène du milieu	17	342 110	508 627	533 598
Santé et bien-être	18	7 693	11 068	10 641
Aménagement, urbanisme et développement	19	172 978	200 913	123 798
Loisirs et culture	20	231 339	401 797	330 574
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	168 744	161 376	170 786
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	1 945 425	2 477 639	2 442 476
Excédent (déficit) lié aux activités	25	157 300	(228 785)	(356 380)
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		3 613 694	3 970 074
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		3 613 694	3 970 074
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		3 384 909	3 613 694

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1		
Débiteurs (note 5)	2	612 137	768 984
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	100	100
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	612 237	769 084
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	168 636	46 216
Emprunts temporaires (note 9)	10	1 600 474	1 838 834
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	315 128	184 085
Revenus reportés (note 11)	12	55 067	26 466
Dette à long terme (note 12)	13	1 103 465	1 204 395
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	3 242 770	3 299 996
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(2 630 533)	(2 530 912)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	5 918 921	6 050 920
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	4 449	4 449
Stocks de fournitures	20	58 992	58 992
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	33 080	30 245
	23	6 015 442	6 144 606
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	3 384 909	3 613 694
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	3 384 909	3 613 694
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	3 384 909	3 613 694

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	157 300	(228 785)	(356 380)
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	( )	(276 477)	(257 439)
Produit de cession	3		10 000	
Amortissement	4		408 477	400 849
(Gain) perte sur cession	5		(10 000)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		132 000	143 410
Variation des propriétés destinées à la revente	9			1 177
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(2 835)	(22 995)
	13		(2 835)	(21 818)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		(1)	
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	157 300	(99 621)	(234 788)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(2 530 912)	(2 421 259)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			125 135
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(2 530 912)	(2 296 124)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(2 630 533)	(2 530 912)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises.*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(228 785)	(356 380)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	408 477	400 849
Autres			
▪ Gain sur cession d'immobilisations corporelles	3.1	(10 000)	
	4	169 692	44 469
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	156 847	251 344
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	108 338	77 651
Revenus reportés	8	28 601	7 304
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		1 177
Stocks de fournitures	11		
Autres actifs non financiers	12	(2 836)	(22 995)
	13	460 642	358 950
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(253 772)	(257 439)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	10 000	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(243 772)	(257 439)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	( )	( )
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	( )	( )
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	368 651	
Remboursement de la dette à long terme	25	(466 914)	(176 868)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(238 360)	158 116
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(2 667)	1 583
Autres			
▪	28.1		
	29	(339 290)	(17 169)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(122 420)	84 342
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	(46 216)	(130 558)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	(46 216)	(130 558)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	(168 636)	(46 216)

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Desbiens (ci-après « la ville ») est constituée en vertu de la loi sur les cités et villes du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci après « les états financiers ») de la ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la ville. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

La ville participe au partenariat avec la Régie intermunicipale de sécurité incendie - secteur sud dans la proportion de 5,64 % (5,70 % en 2023).

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Trésorerie et équivalents de trésorerie
La politique de la ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille
Le placement de portefeuille est comptabilisé au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsque le placement de portefeuille subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

D) Passifs

S/O

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles
Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant. Le coût des immobilisations corporelles louées en vertu de contrats de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

<u>Amortissement</u>
Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Taux
Infrastructures	2,5 % à 6,67 %
Bâtiments	2,5 % à 10 %
Véhicules	3,3 % à 14 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipements divers	10 % à 20 %

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclu dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur
Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente
Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures
Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

F) Revenus

Constatation des revenus
Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transferts sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations définies

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations définies.

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables

Revenus

Au cours de l'exercice, la ville a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la ville remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la ville doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la ville détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribué à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023, ont fait l'objet d'une application rétroactive . L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1		
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	(168 636)	(46 216)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	(168 636)	(46 216)
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	278 900	

Note

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 159 527 $ (156 038 $ en 2023). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 24 329 $ (18 967 $ en 2023).

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	184 084	189 717
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	256 171	320 612
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	70 208	219 132
Organismes municipaux	13	15 969	1 811
Autres			
▪ Autres	14.1	85 705	37 712
	15	612 137	768 984
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	71 391	71 391
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	128 483	119 367
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	101 465	164 884
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	26 223	36 361
	27	256 171	320 612

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33	100	100
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	100	100
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note

9. Emprunts temporaires

La ville bénéficie d'emprunts temporaires autorisés d'un montant total de 2 848 358 $, portant intérêt à un taux variant entre le taux préférentiel plus 0,35 % et le taux préférentiel plus 0,5 % (5,8 % à 5,95 %) (7,55 % à 7,70 % en 2023) et renouvelable annuellement. Les emprunts temporaires est utilisés pour les opérations courantes et d'investissement de la ville.

La Régie dispose d'une facilité de crédit d'un montant autorisé de 50 000 $, portant intérêt au taux préférentiel et sans date de renouvellement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

10. Créditeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	144 989	69 448
Salaires et avantages sociaux	44	113 775	62 558
Dépôts et retenues de garantie	45		
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Autres	47.1	56 364	52 079
	48	315 128	184 085

Note

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	11 408	13 602
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Autres	54.1	37 409	6 614
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	6 250	6 250
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪	62.1		
	63	55 067	26 466

Note

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à		2024	2023
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,42	5,95	2025	2044	64	1 049 422	1 205 978
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres	4,99	4,99	2029	2029	69	58 293	
					70	1 107 715	1 205 978
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(4 250)	(1 583)
					72	1 103 465	1 204 395

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		148 242		12 123	160 365
2026	74		108 876		12 728	121 604
2027	75		537 015		13 363	550 378
2028	76		25 373		14 029	39 402
2029	77		209 243		6 050	215 293
2030 et plus	78		20 673			20 673
	79		1 049 422		58 293	1 107 715
Intérêts et frais accessoires	80			( )		( )
	81		1 049 422		58 293	1 107 715

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancements dans l'année où il surviennent.

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88	17 832	17 939
Régimes de retraite des élus municipaux	89		
	90	17 832	17 939

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92		
Autres			
▪	93.1		
	94		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95		
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	( )	( )
Charge de désactualisation[1]	98		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Passif au titre d'assainissement des sites contaminés

La ville devra assumer les coûts liés à la réhabilitation des sites contaminés dont elle a la responsabilité ou dont il est probable qu'elle aura la responsabilité, pour lesquels aucun passif n'est constaté aux états financiers puisque, à la date des états financiers, il n'était pas prévu que des avantages économiques futurs soient abandonnés en raison de la nature de la contamination et de l'emplacement des sites.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	3 334 238	56 719		3 390 957
Eaux usées	102	5 274 728	15 554		5 290 282
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	1 117 301			1 117 301
Autres					
▪ Autres	104.1	319 360	39 231		358 591
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	1 696 303			1 696 303
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	583 420	58 656		642 076
Ameublement et équipement de bureau	109	132 047	30 322		162 369
Machinerie, outillage et équipement divers	110	272 163	75 995	(1)	348 159
Terrains	111	195 657			195 657
Autres	112				
	113	12 925 217	276 477	(1)	13 201 695
Immobilisations en cours	114				
	115	12 925 217	276 477	(1)	13 201 695
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	1 415 980	74 686		1 490 666
Eaux usées	117	3 923 610	131 736		4 055 346
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	255 081	35 890		290 971
Autres					
▪ Autres	119.1	137 389	17 713		155 102
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	478 502	73 695		552 197
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	397 236	38 653		435 889
Ameublement et équipement de bureau	124	83 569	12 820		96 389
Machinerie, outillage et équipement divers	125	182 930	23 284		206 214
Autres	126				
	127	6 874 297	408 477		7 282 774
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	6 050 920			5 918 921
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	131				

Note

Au cours de l'exercice, la société a acquis des infrastructures, dont un montant de 22 705 $ (0 $ au 31 décembre 2023) est inclus dans les comptes fournisseurs et autres dettes d'exploitation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	4 449	4 449
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134		
	135	4 449	4 449
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	4 449	4 449

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	33 080	30 245
Autres			
▪	144.1		
	145	33 080	30 245

Note

19. Obligations contractuelles

Office municipal d'habitation secteur sud Lac-Saint-Jean Est

L'Office municipal d'habitation secteur sud Lac-Saint-Jean Est de la ville de Desbiens, la ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la ville subventionne le solde du déficit.

Résidence Gérard Blanchet

La résidence Gérard Blanchet et la ville ont signé une entente qui prévoit une subvention couvrant le montant des taxes municipales à la charge de la ville pour une période de 35 ans échéant en 2046.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

20. Droits contractuels

La ville a également conclu des contrats de location de locaux échéant en 2039, prévoyant la perception de loyers totalisant 150 000 $. Les revenus de location à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 10 000 $ en 2025 , à 10 000 $ en 2026, à 10 000 $ en 2027, à 10 000 $ en 2028 et à 10 000 $ en 2029.

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description		Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2024	Solde des cautionnements 2023
Emprunts temporaires				
▪	146.1			
	147			
Dettes à long terme				
▪ Centre d'histoire et archéologie	148.1	40 000	13 747	16 352
	149	40 000	13 747	16 352
	150	40 000	13 747	16 352

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

La ville fait l'objet d'une poursuite pour un montant totalisant 367 670 $ pour des situations en lien avec le développement de villégiature. Par conséquent, une provision de 25 000 $ (25 000 $ en 2023) a été comptabilisée aux livres à cet égard, qui représente la meilleure estimation du passif potentiel à cet égard. Il n'est pas possible pour le moment de déterminer le montant final de l'obligation pouvant découler de cette poursuite, et le montant à payer réel pourrait différer de l'estimation actuelle de la direction.

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S/O

24. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par l'organismes du périmètre comptable, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

26. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Le risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

La chronologie des actifs financiers, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre, se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
	$	$
Actifs financiers en souffrance		
Moins de un an	120 392 $	147 775 $
Entre un an et deux ans	90 177 $	24 916 $
Entre deux et trois ans	21 734 $	10 700 $
Plus de trois ans	23 172 $	77 717 $
Sous total	255 475 $	272 591 $
Moins : Provision pour créances douteuses	(71 391) $	(71 391) $
Total	184 084 $	189 717 $

La variation de la provision pour créances douteuses de l'exercice s'explique comme suit :

	2024	2023
	$	$
Solde au début	(71 391) $	(69 070) $
Perte de valeur comptabilisée aux résultats consolidés		
Montants radiés		(2 321) $
Montant recouvrés		
Solde à la fin	(71 391) $	(71 391) $

Risque de taux d'intérêt
Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires et les dettes à long terme.

La ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2023) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice.

Risque de liquidité
Le risque de liquidité de la ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	de 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
	$	$	$	$
Créditeurs et charges à payer, à l'exception des retenues à la source et de certaines charges sociales à payer	201 353 $			
Emprunts temporaires	1 600 474 $			
Dettes à long terme	183 025 $	695 964 $	249 090 $	20 673 $
Total	1 984 852 $	695 964 $	249 090 $	20 673 $

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	1 446 996	1 556 970	1 502 352			1 502 352
Compensations tenant lieu de taxes	2	22 904	16 576	24 682			24 682
Quotes-parts	3					58 714	
Transferts	4	299 683	261 371	317 975			317 975
Services rendus	5	37 545	52 707	62 814		3 648	66 462
Imposition de droits	6	37 905	34 350	67 752			67 752
Amendes et pénalités	7	5 140	1 000	2 325			2 325
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	18 967	20 000	24 609			24 609
Autres revenus	10	61 841	159 751	55 617			55 617
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	1 930 981	2 102 725	2 058 126		62 362	2 061 774
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	150 550		187 080			187 080
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	150 550		187 080			187 080
	22	2 081 531	2 102 725	2 245 206		62 362	2 248 854
Charges							
Administration générale	23	606 513	424 515	583 090	7 939	762	591 791
Sécurité publique	24	123 396	128 174	143 625		61 078	145 989
Transport	25	462 136	469 872	383 380	72 698		456 078
Hygiène du milieu	26	319 180	342 110	292 299	216 328		508 627
Santé et bien-être	27	10 641	7 693	11 068			11 068
Aménagement, urbanisme et développement	28	119 111	172 978	195 355	5 558		200 913
Loisirs et culture	29	235 309	231 339	303 640	98 157		401 797
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	169 955	168 744	159 857		1 519	161 376
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	393 985		400 680	(400 680)		
	34	2 440 226	1 945 425	2 472 994		63 359	2 477 639
Excédent (déficit) lié aux activités	35	(358 695)	157 300	(227 788)		(997)	(228 785)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(358 695)	157 300	(227 788)	(997)	(228 785)
Moins : revenus d'investissement	2	(150 550)	( )	(187 080)	( )	(187 080)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(509 245)	157 300	(414 868)	(997)	(415 865)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	393 985		400 680	7 797	408 477
Produit de cession	5			10 000		10 000
(Gain) perte sur cession	6			(10 000)		(10 000)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	393 985		400 680	7 797	408 477
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	3 896				
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	3 896				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(71 800)	(157 300)	(80 504)	(4 911)	(85 415)
	18	(71 800)	(157 300)	(80 504)	(4 911)	(85 415)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(52 957)	( )	(14 405)	(813)	(15 218)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				1 058	1 058
Excédent de fonctionnement affecté	21					
Réserves financières et fonds réservés	22	(5 000)		(5 000)	(2 070)	(7 070)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(100 300)		(102 600)		(102 600)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(158 257)		(122 005)	(1 825)	(123 830)
	26	167 824	(157 300)	198 171	1 061	199 232
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	(341 421)		(216 697)	64	(216 633)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1	150 550	187 080		187 080
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2	(12 837)	(33 886)		(33 886)
Sécurité publique	3			(1 392)	(1 392)
Transport	4	(2 520)	(58 656)		(58 656)
Hygiène du milieu	5	(149 111)	(72 273)		(72 273)
Santé et bien-être	6				
Aménagement, urbanisme et développement	7		(1 786)		(1 786)
Loisirs et culture	8	(66 401)	(108 484)		(108 484)
Réseau d'électricité	9				
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10				
	11	(230 869)	(275 085)	(1 392)	(276 477)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12	(2 719)			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13				
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14		65 097	24 656	89 753
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	52 957	14 405	813	15 218
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16				
Excédent de fonctionnement affecté	17				
Réserves financières et fonds réservés	18				
	19	52 957	14 405	813	15 218
	20	(180 631)	(195 583)	24 077	(171 506)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(30 081)	(8 503)	24 077	15 574

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1				
Débiteurs (note 5)	2	764 779	610 305	1 832	612 137
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	100	100		100
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	764 879	610 405	1 832	612 237
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	54 741	178 338	(9 702)	168 636
Emprunts temporaires (note 9)	10	1 808 485	1 600 474		1 600 474
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	182 389	309 310	5 818	315 128
Revenus reportés (note 11)	12	26 466	55 067		55 067
Dette à long terme (note 12)	13	1 177 517	1 056 843	46 622	1 103 465
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	3 249 598	3 200 032	42 738	3 242 770
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(2 484 719)	(2 589 627)	(40 906)	(2 630 533)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	5 970 907	5 845 312	73 609	5 918 921
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	4 449	4 449		4 449
Stocks de fournitures	20	58 992	58 992		58 992
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	28 444	31 158	1 922	33 080
	23	6 062 792	5 939 911	75 531	6 015 442
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	(1 211 388)	(1 407 184)	3 784	(1 403 400)
Excédent de fonctionnement affecté	25				
Réserves financières et fonds réservés	26	26 201	10 000	3 854	13 854
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(641 600)	(539 000)	)	(539 000)
Financement des investissements en cours	28	(33 096)	(41 600)		(41 600)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	5 437 956	5 328 068	26 987	5 355 055
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	3 578 073	3 350 284	34 625	3 384 909

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	745 482	757 039	779 240	693 112
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	140 766	133 899	135 633	114 467
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	616 599	739 064	710 458	842 986
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	38 337	42 043	43 562	45 311
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	130 407	117 814	117 814	125 475
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	166 630	165 335	165 335	162 373
Transferts	15				
Autres	16	800	546	546	5 750
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	96 050	104 953	104 953	45 896
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		400 680	408 477	400 849
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Autres	21.1	10 354	11 621	11 621	6 257
	22	1 945 425	2 472 994	2 477 639	2 442 476

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	(1 403 400)	(1 206 608)
Excédent de fonctionnement affecté	2		
Réserves financières et fonds réservés	3	13 854	27 984
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(539 000)	(641 600)
Financement des investissements en cours	5	(41 600)	(57 173)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	5 355 055	5 491 091
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	3 384 909	3 613 694
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	(1 407 184)	(1 211 388)
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	3 784	4 780
	11	(1 403 400)	(1 206 608)
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪	12.1		
	13		
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
▪	14.1		
	15		
	16		

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21		21 201
Organismes contrôlés et partenariats	22	3 797	1 783
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24	57	
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	10 000	5 000
Autres			
▪	30.1		
	31	13 854	27 984
	32	13 854	27 984

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35	( )	( )
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36	( )	( )
Autres	37	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	( )	( )
	39	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	40	( )	( )
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	( )	( )
Autres			
▪	43.1	( )	( )
	44	( )	( )
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	46	( )	( )
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	48	( )	( )
Autres			
▪	49.1	( )	( )
	50	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51	( )	( )
Mesure relative à la COVID-19	52	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	53	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54	( )	( )
Autres			
▪ Dette de fonctionnement	55.1	(539 000)	(641 600)
	56	(539 000)	(641 600)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62		
	63	(539 000)	(641 600)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64		
Investissements à financer	65	(41 600)	(57 173)
	66	(41 600)	(57 173)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	5 918 921	6 050 920
Propriétés destinées à la revente	68	4 449	4 449
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	100	100
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	5 923 470	6 055 469
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	5 923 470	6 055 469
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75	(1 103 465)	(1 204 395)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76	(4 250)	(1 583)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	539 300	641 600
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80	(568 415)	(564 378)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81	( )	( )
	82	(568 415)	(564 378)
	83	5 355 055	5 491 091

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104	

Description des régimes et autres renseignements

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	

Description des régimes et autres renseignements

La ville offre à ses employés un REER collectif. La part de l'employeur varie de 5,5 % à 6 % des salaires bruts. Le coût du régime de retraite des employés est imputé aux dépenses au cours de l'exercice où les fonds requis doivent être versés. Les cotisations ne concernent que les services courants.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	17 832	17 939
Autres régimes	115		
	116	17 832	17 939

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		

Description du régime

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	951 622	952 325	952 325	909 828
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	116 848	90 876	90 876	95 471
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	1 068 470	1 043 201	1 043 201	1 005 299
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	163 741	153 448	153 448	145 659
Égout	13	177 974	160 350	160 350	145 771
Traitement des eaux usées	14	2 112	2 051	2 051	1 790
Matières résiduelles	15	144 673	137 178	137 178	142 886
Autres					
▪	16.1				
Centres d'urgence 9-1-1	17		6 124	6 124	5 591
Service de la dette	18				
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	488 500	459 151	459 151	441 697
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	488 500	459 151	459 151	441 697
	27	1 556 970	1 502 352	1 502 352	1 446 996

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28				
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		446	446	
Compensations pour les terres publiques	30				446
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	31				
Cégeps et universités	32				
Écoles primaires et secondaires	33	16 576	24 236	24 236	22 458
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34				
	35	16 576	24 682	24 682	22 904
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	36				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	37				
Taxes d'affaires	38				
	39				
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	40				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	41				
	42				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43				
Autres	44				
	45				
	46	16 576	24 682	24 682	22 904

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	47		5 361	5 361	8 303
Sécurité publique					
Police	48				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	49				
Autres	50				1 389
Sécurité civile	51				
Autres	52				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	53		33 669	33 669	23 542
Enlèvement de la neige	54				
Autres	55				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	56				
Transport adapté	57				
Transport scolaire	58				
Autres	59				
Transport aérien	60				
Transport par eau	61				
Autres	62				59 328
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63		4 834	4 834	
Réseau de distribution de l'eau potable	64				
Traitement des eaux usées	65				
Réseaux d'égout	66				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	67				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	68				
Tri et conditionnement	69				
Autres	70				
Autres	71				
Cours d'eau	72				
Protection de l'environnement	73				
Autres	74				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	75				
Autres	76				
Sécurité du revenu	77				
Autres	78	9 732			
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	79				
Rénovation urbaine	80				
Promotion et développement économique	81				
Autres	82				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	83	5 900	26 293	26 293	17 128
Activités culturelles					
Bibliothèques	84				
Autres	85	13 904	11 032	11 032	10 682
Réseau d'électricité	86				
	87	29 536	81 189	81 189	120 372

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	88		32 383	32 383	6 652
Sécurité publique					
Police	89				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	90				
Autres	91				
Sécurité civile	92				
Autres	93				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	94				2 520
Enlèvement de la neige	95				
Autres	96				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	97				
Transport adapté	98				
Transport scolaire	99				
Autres	100				
Transport aérien	101				
Transport par eau	102				
Autres	103				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104		15 000	15 000	
Réseau de distribution de l'eau potable	105		33 216	33 216	94 818
Traitement des eaux usées	106		15 553	15 553	
Réseaux d'égout	107				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	108				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	109				
Tri et conditionnement	110				
Autres	111				
Autres	112				
Cours d'eau	113				
Protection de l'environnement	114				
Autres	115				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	116				
Autres	117				
Sécurité du revenu	118				
Autres	119				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	120				
Rénovation urbaine	121				
Promotion et développement économique	122				
Autres	123				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	124		90 928	90 928	46 560
Activités culturelles					
Bibliothèques	125				
Autres	126				
Réseau d'électricité	127				
	128		187 080	187 080	150 550

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129				
Péréquation	130	231 835	178 163	178 163	164 124
Neutralité	131				
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133				
Fonds de développement des territoires	134				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136		53 662	53 662	16 576
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137				
Autres	138		4 961	4 961	
	139	231 835	236 786	236 786	180 700
TOTAL DES TRANSFERTS	140	261 371	505 055	505 055	451 622

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	141				
Évaluation	142				
Autres	143				
	144				
Sécurité publique					
Police	145				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	146				
Autres	147				3 166
Sécurité civile	148			3 648	
Autres	149	3 000			
	150	3 000		3 648	3 166
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	151				
Enlèvement de la neige	152		200	200	
Autres	153				
Transport collectif	154				
Autres	155				
	156		200	200	
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157				1 407
Réseau de distribution de l'eau potable	158				
Traitement des eaux usées	159		4 932	4 932	
Réseaux d'égout	160				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	161				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	162				
Tri et conditionnement	163				
Autres	164				
Autres	165				
Cours d'eau	166				
Protection de l'environnement	167				
Autres	168				
	169		4 932	4 932	1 407

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	170				
Autres	171				
Autres	172				
	173				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	174				
Rénovation urbaine	175				
Promotion et développement économique	176				
Autres	177				
	178				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	179		1 230	1 230	
Activités culturelles					
Bibliothèques	180				
Autres	181	6 607			
	182	6 607	1 230	1 230	
Réseau d'électricité	183				
	184	9 607	6 362	10 010	4 573

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	185				
Évaluation	186				
Autres	187		81	81	14 466
	188		81	81	14 466
Sécurité publique					
Police	189				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	190				
Autres	191				
Sécurité civile	192				
Autres	193	2 600			
	194	2 600			
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	195				
Enlèvement de la neige	196				
Autres	197				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	198				
Transport adapté	199				
Transport scolaire	200				
Autres	201				
Autres	202				
	203				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204				
Réseau de distribution de l'eau potable	205				
Traitement des eaux usées	206				
Réseaux d'égout	207	500	27	27	6 934
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	208				
Matières recyclables	209				
Autres	210				
Cours d'eau	211				
Protection de l'environnement	212				
Autres	213				
	214	500	27	27	6 934

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	215				
Autres	216				
Sécurité du revenu	217				
Autres	218				
	219				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	220				
Rénovation urbaine	221				
Promotion et développement économique	222				
Autres	223		27 725	27 725	1 178
	224		27 725	27 725	1 178
Loisirs et culture					
Activités récréatives	225	40 000	28 119	28 119	11 660
Activités culturelles					
Bibliothèques	226				
Autres	227		500	500	1 900
	228	40 000	28 619	28 619	13 560
Réseau d'électricité	229				
	230	43 100	56 452	56 452	36 138
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	52 707	62 814	66 462	40 711

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	232	4 050	11 751	11 751	6 551
Droits de mutation immobilière	233	30 300	56 001	56 001	31 354
Droits sur les carrières et sablières	234				
Autres	235				
	236	34 350	67 752	67 752	37 905
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	1 000	2 325	2 325	5 140
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	238				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	20 000	24 609	24 609	18 967
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		10 000	10 000	
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243				
Contributions des promoteurs	244				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245				
Contributions des organismes municipaux	246		5 884	5 884	2 750
Autres contributions	247				5 387
Redevances réglementaires	248				
Autres	249	159 751	39 733	39 733	53 714
	250	159 751	55 617	55 617	61 851
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	69 980	123 420		123 420	124 182	68 402
Greffe et application de la loi	2	2 050	34 837		34 837	34 837	98 750
Gestion financière et administrative	3	299 064	355 831	7 939	363 770	363 770	402 912
Évaluation	4	3 457	3 457		3 457	3 457	1 746
Gestion du personnel	5		23 842		23 842	23 842	
Autres							
▪ Autres	6.1	49 964	41 703		41 703	41 703	41 317
	7	424 515	583 090	7 939	591 029	591 791	613 127
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	56 101	59 789		59 789	59 789	60 226
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10						55 648
Sécurité civile	11	56 300	65 802		65 802	68 166	
Autres	12	15 773	18 034		18 034	18 034	8 409
	13	128 174	143 625		143 625	145 989	124 283
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	357 259	324 123	72 698	396 821	396 821	445 473
Enlèvement de la neige	15	75 252	24 065		24 065	24 065	43 496
Éclairage des rues	16	30 853	32 437		32 437	32 437	39 756
Circulation et stationnement	17	4 324	765		765	765	4 760
Transport collectif							
Transport en commun	18						
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	2 184	1 990		1 990	1 990	2 184
	22	469 872	383 380	72 698	456 078	456 078	535 669

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	50 262	64 725	46 629	111 354	111 354	89 441
Réseau de distribution de l'eau potable	24	56 541	26 105	32 811	58 916	58 916	66 774
Traitement des eaux usées	25	68 182	50 265	102 989	153 254	153 254	159 698
Réseaux d'égout	26	22 451	6 590	33 899	40 489	40 489	72 837
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	53 006	53 746		53 746	53 746	57 883
Élimination	28	67 168	66 428		66 428	66 428	70 722
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29						
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	16 770	16 770		16 770	16 770	12 833
Autres	34						
Plan de gestion	35	2 112	2 052		2 052	2 052	1 876
Autres	36	5 618	5 618		5 618	5 618	1 534
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38						
Autres	39						
	40	342 110	292 299	216 328	508 627	508 627	533 598
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	5 924	9 263		9 263	9 263	
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44	1 769	1 805		1 805	1 805	10 641
	45	7 693	11 068		11 068	11 068	10 641

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	95 858	119 248	5 558	124 806	124 806	95 745
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	5 058	5 058		5 058	5 058	13 469
Tourisme	50		995		995	995	563
Autres	51	72 062	70 054		70 054	70 054	14 021
Autres	52						
	53	172 978	195 355	5 558	200 913	200 913	123 798
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	40 907	48 358	97 485	145 843	145 843	144 872
Patinoires intérieures et extérieures	55	15 011	28 557	672	29 229	29 229	34 912
Piscines, plages et ports de plaisance	56						
Parcs et terrains de jeux	57	57 960	74 208		74 208	74 208	76 168
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59	100					83
Autres	60	97 971	131 015		131 015	131 015	62 063
	61	211 949	282 138	98 157	380 295	380 295	318 098
Activités culturelles							
Centres communautaires	62						
Bibliothèques	63	18 390	21 010		21 010	21 010	12 476
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	1 000	492		492	492	
	67	19 390	21 502		21 502	21 502	12 476
	68	231 339	303 640	98 157	401 797	401 797	330 574

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	38 337	42 043		42 043	42 043	44 480
Autres frais	71					1 519	831
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	130 407	117 814		117 814	117 814	125 475
	74	168 744	159 857		159 857	161 376	170 786
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		400 680	(400 680)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ville de Desbiens | 93005 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories 2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées 3
Analyse de la dette à long terme consolidée 4
Endettement total net à long terme consolidé 5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée 6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets 8
Analyse de la rémunération non consolidée 9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources 10
Frais de financement non consolidés par activités 11
Rémunération des élus 12

Autres renseignements

Questionnaire 13

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	34 014	34 014	
Usines de traitement de l'eau potable	2	22 705	22 705	5 395
Usines et bassins d'épuration	3	15 553	15 553	94 817
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6			
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	21 205	21 205	
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11	18 027	18 027	78 656
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14			4 236
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	58 656	58 656	1 795
Ameublement et équipement de bureau	18	30 322	30 322	19 788
Machinerie, outillage et équipement divers	19	74 603	75 995	44 379
Terrains	20			8 373
Autres	21			
	22	275 085	276 477	257 439

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	34 014	34 014	
Usines de traitement de l'eau potable	2	22 705	22 705	5 395
Usines et bassins d'épuration	3	15 553	15 553	94 817
Conduites d'égout	4			
Autres infrastructures	5	39 232	39 232	78 656
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	163 581	164 973	78 571
	12	275 085	276 477	257 439

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	1 205 978	368 651	466 914	1 107 715
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	1 205 978	368 651	466 914	1 107 715
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18				
	19	1 205 978	368 651	466 914	1 107 715
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	1 205 978	368 651	466 914	1 107 715

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	1 061 093
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	41 600
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	1 102 693
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	13	46 622
Endettement net à long terme	14	1 149 315
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	150 569
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	1 299 884
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	1 299 884
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1				
Évaluation	2	3 457	3 457	3 457	1 746
Autres	3				
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	20 499	19 264	19 264	19 671
Matières résiduelles	12	120 174	120 174	120 174	118 468
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15	2 112	2 052	2 052	1 876
Santé et bien-être					
Habitation	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	15 330	15 330	15 330	16 039
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	5 058	5 058	5 058	4 573
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	166 630	165 335	165 335	162 373

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	275 085	230 869
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	275 085	230 869

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année[2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	2,00	35,00	2 158,00	118 634	24 260	142 894
Professionnels	2						
Cols blancs	3	12,00	35,00	11 531,00	321 929	51 533	373 462
Cols bleus	4	6,00	40,00	10 605,00	268 310	55 031	323 341
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	20,00		24 294,00	708 873	130 824	839 697
Élus	9	6,00			48 166	3 075	51 241
	10	26,00			757 039	133 899	890 938

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2		4 584			4 584
Réseau de distribution de l'eau potable	3		10 150			10 150
Traitement des eaux usées	4		4 753			4 753
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	265 494	78 336	55 315	86 423	485 568
	7	265 494	97 823	55 315	86 423	505 055

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	51 929	55 210
	4	51 929	55 210
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	30 393	32 313
Enlèvement de la neige	12	713	758
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	31 106	33 071
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	10 202	10 846
Réseau de distribution de l'eau potable	18	2 615	2 780
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	4 048	4 303
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	16 865	17 929
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	4 662	4 957
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37	4 662	4 957
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	55 295	58 788
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	55 295	58 788
Réseau d'électricité	42		
	43	159 857	169 955

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Marc Fortin	1.1	Conseiller	5 021	2 257		
Gilbert Doucet	1.2	Conseiller	5 021	2 257		
Gaetan Boudreault	1.3	Conseiller	5 021	2 257		
Suzie Gervais	1.4	Conseiller	5 021	2 257		
Ginette Sirois	1.5	Maire	10 323	4 527		
Daniel Gagné	1.6	Conseiller	5 021	2 257		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	_____ $	

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	[ ]	[X]
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	_____ $	
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	[X]	[ ]

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	_____ $
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	_____ $
Ligne 3 : Autres revenus	7	_____ $
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____ $
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	_____ $
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____ $
Ligne 9 : Autres charges	11	_____ $
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	_____ $
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____ $
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____ $
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	_____ $
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	_____ $
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	_____ $
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____ $
Ligne 21 : Dette à long terme	19	_____ $
Ligne 24 : Libres	20	_____ $
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	_____ $
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____ $
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____ $
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	_____ $

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	$
Ligne 3 : Autres revenus	28	$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	$
Ligne 9 : Autres charges	32	$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	$
Ligne 14 : Débiteurs	35	$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	$
Ligne 24 : Libres	41	$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.	44		X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	45		$
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	46		X
Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024	47		$
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	48		X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	49		$
Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :			
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	50		X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	51		$
Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :			

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM). — 52 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 — 53 _____ $

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? — 54 [ ] [X]

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? — 55 [ ] [ ]

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? — 56 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 — 57 _____ $

b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? — 58 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 — 59 _____ $

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? — 60 [X] [ ]

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes — 61 46 316 $

b) autres formes d'aide — 62 _____ $

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM? — 63 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 — 64 _____ $

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?	65	☐	☒
Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?	66	☐	☐
Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024	67		$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024	68		$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD	69	3 869	$
Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)			
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	70	23 500	$
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été			
Systèmes de sécurité	71		$
Chaussées pavées - entretien préventif	72		$
Chaussées pavées - entretien palliatif	73	5 132	$
Chaussées en gravier - entretien préventif	74	11 332	$
Chaussées en gravier - entretien palliatif	75		$
Systèmes de drainage	76		$
Abords de routes	77		$
Total des dépenses relatives à l'entretien d'été	78	16 464	$
b) Dépenses d'investissement			
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	79		$
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été	80		$
c) Total des frais encourus admissibles	81	39 964	$
d) Description des dépenses d'investissement			
▪ Relatives à l'entretien d'hiver :			
▪ Relatives à l'entretien d'été :			
e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :			
f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :			

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2 :**

a)	Numéro de la résolution	82	87-06-26
b)	Date d'adoption de la résolution	83	2026-06-08

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 84 [X] [ ]

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a)	Numéro de la résolution	85	075-08-20-7.4.4
b)	Date d'adoption de la résolution	86	2020-08-10

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a)	Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)	87	
b)	Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)	88	1

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c)	Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5)	89	
d)	Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8)	90	
e)	Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9)	91	1
f)	Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10)	92	1
g)	Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11)	93	

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h)	Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)	94	136
i)	Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)	95	
j)	Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)	96	

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 97 [ ] [X]

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		OUI	NON
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1	X	
Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?	2	X	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	3	X	

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	4		X
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	5		X
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	6		X

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	7		X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	8		

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

[X] J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.

[X] Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.

[X] Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : Mathieu Simard

Fonction du signataire : Greffier-trésorier

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2026-09-17 09:51

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Ville de Desbiens | 93005 |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus						
Fonctionnement	1	1 930 981	2 102 725	2 058 126	62 362	2 061 774
Investissement	2	150 550		187 080		187 080
	3	2 081 531	2 102 725	2 245 206	62 362	2 248 854
Charges	4	2 440 226	1 945 425	2 472 994	63 359	2 477 639
Excédent (déficit) lié aux activités	5	(358 695)	157 300	(227 788)	(997)	(228 785)
Moins : revenus d'investissement	6	(150 550)	( )	(187 080)	( )	(187 080)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(509 245)	157 300	(414 868)	(997)	(415 865)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	393 985		400 680	7 797	408 477
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(71 800)	(157 300)	(80 504)	(4 911)	(85 415)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(52 957)	( )	(14 405)	(813)	(15 218)
Excédent (déficit) accumulé	12	(105 300)		(107 600)	(1 012)	(108 612)
Autres éléments de conciliation	13	3 896				
	14	167 824	(157 300)	198 171	1 061	199 232
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	(341 421)		(216 697)	64	(216 633)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024		2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1				
Débiteurs	2	764 779	610 305	612 137	768 984
Prêts	3				
Placements de portefeuille	4	100	100	100	100
Autres	5				
	6	764 879	610 405	612 237	769 084
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7	54 741	178 338	168 636	46 216
Emprunts temporaires	8	1 808 485	1 600 474	1 600 474	1 838 834
Créditeurs et charges à payer	9	182 389	309 310	315 128	184 085
Revenus reportés	10	26 466	55 067	55 067	26 466
Dette à long terme	11	1 177 517	1 056 843	1 103 465	1 204 395
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12				
Autres	13				
	14	3 249 598	3 200 032	3 242 770	3 299 996
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(2 484 719)	(2 589 627)	(2 630 533)	(2 530 912)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	16	5 970 907	5 845 312	5 918 921	6 050 920
Autres	17	91 885	94 599	96 521	93 686
	18	6 062 792	5 939 911	6 015 442	6 144 606
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	(1 211 388)	(1 407 184)	(1 403 400)	(1 206 608)
Excédent de fonctionnement affecté	20				
Réserves financières et fonds réservés	21	26 201	10 000	13 854	27 984
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22	(641 600)	(539 000)	(539 000)	(641 600)
Financement des investissements en cours	23	(33 096)	(41 600)	(41 600)	(57 173)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	5 437 956	5 328 068	5 355 055	5 491 091
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25				
	26	3 578 073	3 350 284	3 384 909	3 613 694

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪	1.1		
	2		
Organismes contrôlés et partenariats[1]	3		
	4		
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7		21 201
Organismes contrôlés et partenariats	8	3 797	1 783
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9		
Organismes contrôlés et partenariats	10	57	
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	10 000	5 000
Autres			
▪	14.1		
	15	13 854	27 984
	16	13 854	27 984

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	1 102 693
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	1 299 884

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	1 107 715	1 205 978
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	1 107 715	1 205 978

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	1 446 996	1 556 970	1 502 352	1 502 352
Compensations tenant lieu de taxes	13	22 904	16 576	24 682	24 682
Quotes-parts	14				
Transferts	15	299 683	261 371	317 975	317 975
Services rendus	16	37 545	52 707	62 814	66 462
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	43 045	35 350	70 077	70 077
Autres	18	80 808	179 751	80 226	80 226
	19	1 930 981	2 102 725	2 058 126	2 061 774
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	150 550		187 080	187 080
Autres	23				
	24	150 550		187 080	187 080
	25	2 081 531	2 102 725	2 245 206	2 248 854

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	424 515	583 090	7 939	591 029	591 791	613 127
Sécurité publique							
Police	2	56 101	59 789		59 789	59 789	60 226
Sécurité incendie	3						55 648
Autres	4	72 073	83 836		83 836	86 200	8 409
Transport							
Réseau routier	5	467 688	381 390	72 698	454 088	454 088	533 485
Transport collectif	6						
Autres	7	2 184	1 990		1 990	1 990	2 184
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	197 436	147 685	216 328	364 013	364 013	388 750
Matières résiduelles	9	144 674	144 614		144 614	144 614	144 848
Autres	10						
Santé et bien-être	11	7 693	11 068		11 068	11 068	10 641
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	95 858	119 248	5 558	124 806	124 806	95 745
Promotion et développement économique	13	77 120	76 107		76 107	76 107	28 053
Autres	14						
Loisirs et culture	15	231 339	303 640	98 157	401 797	401 797	330 574
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	168 744	159 857		159 857	161 376	170 786
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	1 945 425	2 072 314	400 680	2 472 994	2 477 639	2 442 476
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		400 680	(400 680)			
	21	1 945 425	2 472 994		2 472 994	2 477 639	2 442 476

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1	150 550	187 080		187 080
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2	(230 869)	(275 085)	(1 392)	(276 477)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3	(2 719)	( )	( )	( )
Financement à long terme des activités d'investissement	4		65 097	24 656	89 753
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	52 957	14 405	813	15 218
Excédent accumulé	6				
	7	(180 631)	(195 583)	24 077	(171 506)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(30 081)	(8 503)	24 077	15 574

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14